



Lundi 15 mars 2021

## ***Birmanie : solidarité avec les travailleurs en lutte contre les militaires putschistes !***

*Dimanche dernier l'armée a de nouveau tiré sur la foule des manifestants, faisant au moins 18 morts et des dizaines de blessés, et décrété la loi martiale dans les quartiers populaires de la capitale économique, Rangoun. Depuis leur putsch du 1<sup>er</sup> février dernier, les militaires ont déjà fait plus de 124 morts. Des centaines de milliers de personnes continuent pourtant avec courage à se rassembler dans des grèves et manifestations dans tout le pays, derrière des slogans tels que : « Libérez nos dirigeants » ou « Respectez nos votes ».*

### **Le rejet du coup d'État**

Depuis plus de soixante ans, en Birmanie (ou plutôt le Myanmar, son nom officiel depuis quelques décennies), l'armée exerce la réalité du pouvoir. Mais elle avait dû lâcher du lest devant les classes populaires qui n'en peuvent plus, en libérant en 2010 l'opposante Aung San Suu Kyi, qui a accédé au gouvernement en 2016. L'armée n'en conservait pas moins ses positions clés à la tête du pays et l'ancienne prix Nobel de la paix ne s'y est jamais franchement opposé. Elle a même couvert des massacres commis par l'armée birmane sur les Rohingyas, une minorité de religion musulmane du pays. Mais pour la population laborieuse, ce début d'évolution du régime était un espoir. C'est au succès de Aung San Suu Kyi aux élections législatives de novembre dernier que les chefs de l'armée ont voulu mettre un terme par leur putsch. Pour conserver leur mainmise totale non seulement sur le pouvoir politique mais aussi sur l'économie du pays. Le chef de la junte dirige deux des plus grands conglomerats économiques de Birmanie, dont les activités s'étendent à presque tous les secteurs : zones portuaires, mines de jade et de rubis, immobilier et construction.

### **Des entreprises françaises complices du pouvoir militaire**

C'est avec ces groupes géants, contrôlés par les militaires, que les multinationales présentes en Birmanie font affaire. Le matériel du français Idemia, « leader de l'identité augmentée », a aidé à arrêter 1 700 opposants au coup d'État. Les mensonges de la chaîne d'État « Myanmar Radio and Television » continuent à être diffusés par une des filiales de Canal+ ! Accor, Lafarge ou Bouygues ont également d'importants intérêts dans le pays.

La part du lion revient au groupe Total, qui partage une bonne part des ressources pétrolières du pays avec le groupe américain Chevron et quelques autres. En 1995, Total était déjà mis en cause pour avoir fait construire son gazoduc à travers la jungle birmane en ayant recours au travail forcé, sous la surveillance de l'armée. Sans parler des pots-de-vin pour obtenir ses contrats.

### **À travers tout le pays, une grève générale**

Ce sont précisément ces travailleurs, surexploités par les militaires comme par les multinationales occidentales, qui sont en première ligne dans la résistance au coup d'État. Dans le cadre d'un vaste mouvement dit de « désobéissance civile », de nombreux salariés ont complètement cessé le travail. Les écoles, les administrations, les hôpitaux et les banques sont fermés.

Les 600 000 femmes salariées des usines textiles s'organisent et participent à la lutte. Les employés des compagnies d'électricité et des chemins de fer sont aussi en grève. Leurs syndicats ont appelé avec succès le reste de la population à ravitailler les grévistes et à suspendre la perception des loyers du côté des propriétaires, pour ceux qui participent à la grève. Le 10 mars, les forces de sécurité ont lancé un raid contre les 800 cheminots grévistes de la gare de Rangoun, encerclé les immeubles où ils résident avec leurs familles et défoncé les portes des appartements.

La classe ouvrière, jeune, révoltée par l'exploitation et le manque de libertés, n'est pas la seule dans la rue. Mais ses aspirations à la liberté et aux droits démocratiques, à pouvoir s'organiser pour défendre ses propres exigences sociales et politiques comme celles de bien d'autres, fait d'elle une lourde menace pour la junte militaire. À ces travailleuses et travailleurs birmanes va toute notre solidarité.

# **NPA** L'étincelle

**NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE**

Pour la construction d'un parti des travailleurs  
communiste révolutionnaire



**Centre  
hospitalier  
*Saint-Denis***

## ***Grande campagne de préservation des intérêts capitalistes***

Grande campagne de vaccination... puis pas de vaccins... puis c'est la faute de ceux refusant le vaccin... (!) puis ... agitation sur l'AstraZeneca. Le dimanche Castex dit qu'il faut avoir « confiance », le lundi Macron suspend l'usage du vaccin, et le mardi... On attend quand même la réunion du jeudi.

Pour bénéficier le plus vite possible des vaccins les plus efficaces (ou même du matériel médical !), il faut partager les connaissances, supprimer les brevets, exproprier les grands groupes, mutualiser les technologies et les usines de production ! Aujourd'hui, les États et les labos se font concurrence et bloquent l'accès à certaines données : la « propriété intellectuelle » c'est le monopole de production...

Suspendre l'AstraZeneca, ça se discute peut-être, suspendre le pouvoir des capitalistes c'est une évidence.

## ***S'imposer sur les multinationales de la pharmacie***

Dans le registre les multinationales défendent l'intérêt public : Sanofi bien sûr ! Après avoir été gavé d'argent public, le groupe vient de faire 12 milliards de bénéfices et supprime 1700 emplois en Europe ! Deux rassemblements de salariés de Sanofi ont eu lieu les 4 et 11 mars à Vitry et devant le siège du groupe à Paris. Les participants appelaient d'autres salariés concernés par les suppressions de poste à les rejoindre. C'est en prenant le pouvoir sur les grands groupes de l'industrie pharmaceutique qu'on pourra s'en sortir.

## ***Payé moins que le minimum***

Le salaire minimum passe à 1 554,58€ bruts mensuels. Une hausse du SMIC de 0,99 % pour 2021 trop intense pour l'État. En conséquence, le traitement de base des fonctionnaires de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> échelon passe en dessous du SMIC. Ils auront la chance de toucher une (nouvelle) « indemnité » dite « différentielle » pour combler l'écart, vraiment tout pour ne pas augmenter les salaires.

## ***Essentiels mais en quantité limitée***

46 000 heures supp' en 2019 ; et si on rajoute les heures de vacations extérieures, c'est l'équivalent de 186 emplois à temps plein qui manquent, près de 10 % des effectifs du centre hospitalier. Les embauches au compte-goutte sont en décalage total avec les besoins. Il faut imposer des titularisations, des CDI et des embauches.

## ***Être payé pour son travail***

C'était il y a un an... Des étudiantes infirmières anesthésistes étaient redéployées en renfort sur le territoire. À St Denis, 2 collègues ont renforcé les équipes IDE pendant 3 mois. Mais apparemment leur travail ne mérite pas de salaire !

Baladés comme des pions, soumis à des injonctions contradictoires, méprisés... Et bientôt à des coups de fouets ? Levons le poing !

## ***Un an d'épidémie et ouverture de lits***

Gérald Kierzek, urgentiste chroniqueur sur TF1/LCI et doux rêveur : « *Je suis dans un hôpital, on peut ouvrir 100 lits de réa du jour au lendemain, pourquoi on ne le fait pas ? À l'Hôtel-Dieu, la réa elle a été fermée, il y a 5 ans. Tout est prêt, les fluides, l'oxygène, etc. [...] Mettons des lits de pré-réa, ou des lits pour faire sortir les malades de réa. [...] Les malades sont coincés dans la réanimation car il n'y a pas d'aval. [...] Mais on ne veut pas [...], on ne veut pas créer de lit pérenne.* »

Sans même parler de réa, les urgences de l'Hôtel-Dieu ont été fermées en février par manque de personnel.

## ***Haro sur les chômeurs !***

En pleine crise due au Covid et face à l'explosion du chômage, le gouvernement répond par... la baisse des allocations ! Le nouveau mode de calcul, qui prend en compte les périodes d'inactivité, diminuera les allocations jusqu'à les diviser par deux dans certains cas. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seront les plus pénalisés.

Macron et ses sbires ciblent à nouveau les plus précaires. Les vrais « profiteurs du système » et autres « assistés » sont les entreprises arrosées à coup de milliards et qui néanmoins licencient !

## ***Ce n'est plus la crise pour tout le monde***

Le CAC 40, indice synthétisant les cours des 40 plus grandes firmes françaises, est quasiment à son niveau d'avant la pandémie, qui était le plus haut de son histoire.

On est ravis de l'apprendre. On sait où chercher le fric nécessaire pour sauver toutes celles et ceux qui continuent d'en baver.

Ce bulletin l'Étincelle ne bénéficie pas de l'argent du CAC 40 car il cherche à exprimer le point de vue des travailleurs.

Le 30 mars nous organiserons une collecte pour financer sa parution. Si tu apprécies ce bulletin et souhaite nous soutenir n'hésite à pas à donner :)

Pour lire le reste de nos publications → rendez-vous sur [convergencesrevolutionnaires.org](https://convergencesrevolutionnaires.org)

Ou sur nos réseaux sociaux → FB, Twitter et Insta : @npaetincelle

Pour prendre contact, signaler une info ou autre → [etincellenpa.chsd@gmail.com](mailto:etincellenpa.chsd@gmail.com)